NPA RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHU CAEN

Bulletin #60
29/10/2026

LE RACISME TUE ET LA RÉPRESSION MUTILE EN DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU MEDEF
LE MOUVEMENT CONTINUE : CONSTRUISONS LA GRÈVE DANS LES ENTREPRISES

L'attentat raciste de Trappes a coûté la vie à un homme de 26 ans, Pengo Bossio Wangi, et blessé cinq personnes dont une fillette de 12 ans qui se bat pour survivre. La tristesse est immense, mais aussi la rage et la colère. Cette tuerie a visé des quartiers populaires qui sont, comme beaucoup d'autres, la cible de discours racistes qui cherchent à dénigrer et diviser les travailleurs et les travailleuses qui font tourner ce pays. Bardella avait qualifié Trappes de « capitale européenne du Jihad ». Le Pen, Retailleau et les macronistes vomissent jour et nuit sur les chaînes des milliardaires leur haine islamophobe qui attise les divisions identitaires pour mieux protéger leur système de relégation sociale et d'exploitation. Et cette haine n'a même pas eu la décence de se taire depuis vendredi, Macron n'ayant même pas appelé ce meurtre par son nom : un attentat raciste et islamophobe.

Ce sont ces politiques racistes parce qu'anti-ouvrières qui ont armé le tireur de Trappes. Deux poids, deux mesures : c'est l'idéologie de cette société à deux vitesses que la jeunesse rejette depuis maintenant plus d'un mois. Le mouvement lycéen, parti des anciennes colonies de Mayotte, des Antilles et des banlieues ouvrières de la capitale, ne connaît aucune trêve malgré les vacances scolaires. Les menaces de Macron et Nuñez n'y ont rien fait : la jeunesse, rejointe par des centaines de milliers de travailleurs, était aussi nombreuse le 24 octobre que le 17, malgré les atermoiements des directions syndicales à contester les interdictions de manifester.

Le pouvoir n'avait pas lésiné : rassemblements interdits dans des agglomérations entières comme à Lyon, parcours imposés, déploiement de blindés « centaures » et autres canons à eau. Les flics ne se sont pas privés d'utiliser leur arsenal de guerre contre les manifestants et ils ont encore mutilé et éborgné. Des groupes d'extrême droite adeptes du coup de poing, satellites du RN « cravaté », ont tenu à apporter leur contribution au « maintien de l'ordre » dans une vingtaine de villes en attaquant les cortèges avant de se retrancher derrière les lignes de CRS complices. Le gouvernement, comme le RN, prétend défendre les libertés démocratiques comme le droit de manifester ou le droit de grève y compris pour la jeunesse scolarisée… jusqu'à ce que les travailleurs s'en servent !

Ce mouvement montre bien qu'il y a deux camps : d'un côté la jeunesse populaire et les salariés qui revendiquent la fin du tri social dans l'éducation, la santé ou tout service utile à la population ; qui exigent que les salaires suivent les prix avec un rattrapage de 600 ou 700 euros mensuels et un Smic à 2200 euros nets pour ne pas être dans le rouge dès le 10 du mois ; qui veulent vivre de leur travail donc interdire les licenciements et partager la tâche entre tous pour en finir avec le chômage. De l'autre côté, Total, profiteur de guerre qui rackette les automobilistes, Bolloré qui vomit sa haine raciste, Dassault qui s'engraisse sur des budgets militaires en hausse. Cette bourgeoisie ne feint l'empathie que pour les « commerçants », comme si elle vivait la même vie que des petits entrepreneurs indépendants. Pour les autres, ceux qui produisent toutes les richesses qu'elle accapare, c'est la matraque, la division raciste et le choix électoral entre Macron ou son clone Le Pen.

La démonstration est faite : **les classes populaires ont la force du nombre et la détermination de se battre pour l'émancipation et la justice sociale.** Pour faire plier ce pouvoir radicalisé, il faut maintenant s'attaquer au cœur du problème : bloquer la machine à profits par la grève. **C'est ce qu'il faut préparer en discutant et en s'organisant à la base, syndiqués et non syndiqués, et en manifestant samedi 31 octobre**, puis mardi 3 novembre avec les lycéens, pour un **5 novembre** qui soit le début d'une grève générale !

Éditorial du lundi 25 octobre 2026

Ce tract t'a plu ? Laisse-le traîner là où il sera lu...

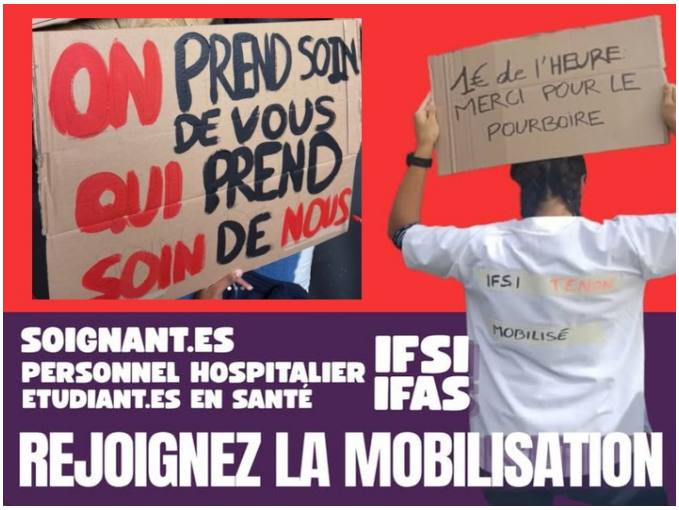
npacaen@npa-revolutionnaires.org npa_revo_caen npa.revolutionnaires npa-revolutionnaires.org

Ça gaze à l'EPSM (ou pas)

Samedi 17 octobre, c'était la première journée de manifestation des « gilets jaunes » à Caen, qui a réuni plus de 10 000 jeunes et travailleurs. Face au mépris accumulé de l'État, la colère était immense, et les forces de l'ordre barricadées au commissariat de la mairie complètement débordées. Les flics ont donc gazé à tour de bras, à tel point que le gaz sentait jusque dans le jardin de l'EPSM. Nous avons donc la réponse à cette question que personne ne se pose plus : non, la lacrymo n'apaise pas, ni les patients atteints de troubles psychiatriques, et ni les manifestants d'ailleurs, au contraire elle énerve !

IFSI/IFAS : 1€/H, merci pour le pourboire !

Alors que les médias et l'État aimeraient faire passer le mouvement lycéen et étudiant pour un déluge de violence sans revendications, de nombreuses étudiantes en IFSI se mobilisent en étant bien conscientes de leur situation d'étude, et future situation de travail, et elles réclament : de meilleurs indemnités de stage (1€/H c'est non!), un meilleur budget pour le CROUS, et plus de moyens pour les hôpitaux !



Le sous-effectif : une raison de plus pour venir en manif !

Encore une fois, dans plusieurs services - comme en soins intensifs - nos demandes de congés sont remises en question à cause du sous-effectif. Le passage aux 12h pour tout le monde n'y changera sans doute rien. Encore une fois, c'est à nous de sacrifier notre vie personnelle pour le boulot alors que le sous-effectif est une question de volonté politique. *De l'argent pour embaucher et soigner dignement à l'hôpital, pas pour les Rafale !*

APHP et affaire des calots : la lutte paye !

Mercredi 28 octobre, le tribunal administratif de Paris a rendu sa décision dans l'affaire de Majdouline, infirmière sanctionnée pour avoir refusé de retirer son calot. Après avoir relevé que l'argument de l'hygiène ne permettait pas d'interdire le port d'un calot, le tribunal a estimé que le refus d'obéir à l'ordre de le retirer ne pouvait justifier cette sanction. La suspension de huit mois imposée à Madjouline a été jugée disproportionnée, et l'AP-HP devra verser les salaires non perçus. Un désaveu pour la direction de l'AP-HP pourtant sûre d'elle, qui n'a cessé, en même temps qu'elle déroulait ses arguments fallacieux en justice, de mettre la pression à de nombreuses collègues pour qu'elles ne portent pas de couvre-chefs.

Scan le QR code pour avoir l'article complet.

Maltraitance sur enfants handicapés, un problème de moyens ?

Mercredi 21 octobre a été rendu le délibéré du procès de huit agents périscolaires qui s'est tenu à Gennevilliers. Ils étaient mis en cause pour des violences physiques et morales auprès d'enfants de classe Ulis pour la plupart autistes. Ces animateurs se cachent derrière une défense basée sur le manque de formation. Or ce n'est pas seulement le manque de moyens qui les a poussés à humilier, frapper et même filmer ces enfants, mais une société basée sur le validisme, c'est-à-dire faisant de la personne dite « valide », sans handicap, la norme sociale. Tous les animateurs incriminés, sauf un, n'ont plus le droit de s'occuper d'enfants, mais seul un changement profond de société permettra à ce genre de violences de ne plus se reproduire.

RENDEZ-VOUS DANS LA RUE !

CONTRE LA VIE CHERE
Samedi 31 octobre
14h place de la République (13h45 Place Bouchard pour le rdv syndical)

GRÈVE ET MANIFESTATION
Jeudi 5 novembre et après
10h30 place Saint-Pierre

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.
Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : npacaen@npa-revolutionnaires.org npa_revo_caen